

Après cinq ans
dans l'enseignement

Samuel en a assez et décroche

François Beauregard
Rédacteur en chef

Certains chiffres donnent parfois le vertige comme ceux du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) qui révèlent qu'environ 20 % des jeunes enseignantes et enseignants quittent la profession avant la fin de leur cinquième année d'exercice. *Nouvelles CSQ* a voulu donner un visage humain à cette froide statistique afin de mieux comprendre l'inquiétant phénomène de la désertion professionnelle. Parcours d'un enseignant décrocheur.

Samuel est arrivé à l'enseignement après cinq années d'études universitaires, un baccalauréat de quatre ans en enseignement, un certificat en français, un bulletin scolaire irréprochable et surtout un désir manifeste d'enseigner aux jeunes. Pour lui, le choix de cette profession résultait d'une mûre réflexion. Étudiant, il travaillait avec les jeunes chez les scouts. Il adorait leur contact et souhaitait leur transmettre ses connaissances. L'enseignement constituait pour lui un choix tout naturel.

Aujourd'hui, au terme de cinq ans de précarité et de cumul de tâches hétéroclites, il abandonne la profession : « La carrière dans l'enseignement, c'est fini ! Je quitte avant d'y laisser ma peau ! », s'exclame-t-il.

Le parcours professionnel de Samuel est typique des jeunes qui entrent dans la profession, ni plus facile ni plus difficile. Et Samuel n'est pas homme à agir sur un coup de tête, c'est un gars rigoureux. Cette décision-là, il l'a prise au terme de deux ans de réflexion. Progressivement, il a préparé cette coupure définitive avec une profession qu'il a « adorée », mais qui l'a « brûlé ».

L'élément déclencheur

Quand on lui demande de cerner l'élément déclencheur de son départ, il répond sans détour : « L'intégration sauva-gée des élèves en difficulté sans ressources adéquates est la plus grande aberration du système d'éducation ! Cette intégra-

tion, telle qu'elle est pratiquée, nuit à tout le monde, aux forts comme aux élèves en difficulté. On me demande d'enseigner le programme de sixième année, mais on me place dans des conditions qui ne me permettent nullement d'atteindre cet objectif. » Dans sa classe de sixième, il y avait des élèves qui avaient cumulé un, deux et

« La carrière dans l'enseignement, c'est fini ! Je quitte avant d'y laisser ma peau ! »

même trois ans de retard. Vous le savez sans doute, ces jours-ci le redoublement n'est pas très à la mode. Ajoutez à cela quelques jeunes avec des troubles de comportement et un autiste et vous avez une bonne idée du contexte de la dernière année de travail de Samuel. Dès le début de l'année, il évaluait qu'au moins le quart des élèves n'avait pas les acquis préalables pour terminer leur sixième.

« L'intégration sauvage des élèves en difficulté sans ressources adéquates est la plus grande aberration du système d'éducation ! »

Un navire qui prend l'eau

« Et n'allez surtout pas croire qu'il n'y a que les jeunes qui quittent le navire-école. Il y a de plus en plus de gens qui choisissent de travailler à temps partiel, au détriment de leurs avantages sociaux et de

leur sécurité d'emploi alors que d'autres partent à la retraite hâtivement, même si cela se traduit par des pertes financières importantes tellement les conditions de travail sont déplorables. Ce sont là des indices de dysfonctionnement systémique. Le Titanic Éducation prend l'eau », note François Breault.

Violence et insultes

Au cours de sa courte carrière, Samuel s'est fait cracher dessus, il a reçu des coups de poing, on lui a lancé des livres. Il a fait l'objet d'insultes grossières de la part d'un parent-roi qui s'indignait des échecs de son enfant, celui-là même qui cumu-

lait trois ans de retard au début de l'année... « N'allez pas croire que mon expérience est exceptionnelle, précise-t-il, bien des enseignants vivent cela au quotidien dans des classes dites ordinaires sauf que moi, j'ai décidé que le cirque scolaire, c'était bien fini. »

Un programme de mentorat aurait-il pu l'aider dans son insertion professionnelle ? « L'encadrement par les pairs, c'est bien. Les jeunes ont besoin de se valider et les gens expérimentés ont beaucoup à offrir, mais ça ne change rien au fond du problème. Ce qui m'a aidé, c'est ma participation au comité des jeunes du syndicat local et au réseau des jeunes de la CSQ. Ça m'a permis de partager mes doutes, de réaliser que je n'étais pas seul à vivre avec un sentiment d'incompétence. Cela a retardé ma décision de partir. »

François Breault, président du Syndicat de l'enseignement du Lanaudière, connaît bien Samuel : « La réalité de la désertion professionnelle des jeunes nous frappe en plein visage. Notre syndicat doit poursuivre, voire intensifier ses efforts afin de mieux soutenir ces jeunes avant qu'ils n'abandonnent. Dans l'ensemble des professions, c'est environ 6 % des jeunes qui quittent en début de carrière alors que dans l'enseignement c'est 20 %... Il faudra bien qu'un jour le MELS prenne acte de cette désertion et corrige le tir en s'attaquant à la lourdeur de la tâche. »

« Les ressources professionnelles manquent cruellement. Alors, la Commission scolaire des Samares – celle-là même qui accumule des surplus – renvoie la balle aux enseignantes et aux enseignants en leur demandant "d'adapter leur enseignement". » « Adapter l'enseignement à qui, je vous le demande ? À celui qui a trois ans de retard ? », s'indigne le jeune homme. Un jour, il a confié son désarroi à un directeur qui lui a tout simplement demandé de diminuer ses exigences, puisque, de toute façon, un trop grand nombre d'élèves étaient incapables de suivre. « Logique, n'est-ce pas ? Pourquoi n'y avais-je pas pensé plus tôt ?, ironise-t-il. Il semble que pour ce directeur, les objectifs minimaux prescrits par la commission scolaire et le ministère n'étaient que de vagues orientations. »

« Le projet de loi 142 (aujourd'hui loi 43) m'a profondément insulté et m'a enlevé tout espoir d'amélioration des conditions d'enseignement. Avec les décrets, le gouvernement a mis fin à la négociation, mais il n'a rien réglé au problème de fond en éducation. Les 90 millions alloués pour les enfants en difficulté, ça semble beaucoup pour le commun des mortels, mais pour ma commission scolaire, ça veut dire 15 orthopédagogues de plus pour 75 écoles ! Un diachylon sur une plaie béante, diagnostique-t-il, une pointe de découragement dans la voix. »



PHOTOS FRANÇOIS BEAUREGARD

François Breault

À la barre du ministère, y a-t-il un capitaine pour s'en inquiéter ? Avec les multiples départs à la retraite qui s'annoncent, voyez-vous l'iceberg poindre à l'horizon ?

